

Le Venezuela de Chavez: entre

Elu démocratiquement depuis 1998, le président Hugo Chavez a annoncé vouloir rompre avec l'alternance entre élites et la répartition inégalitaire de la rente pétrolière. Avec un nouveau modèle: la révolution bolivarienne.

Gisèle JEAN, professeur de sciences économiques et sociales, ancienne directrice de l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Poitiers *

Le 7 octobre 2012, quinze millions d'électeurs se sont rendus aux urnes au Venezuela, avec un taux de participation record de 80%. La victoire obtenue par Hugo Chavez, avec 55,25% des suffrages exprimés, soit huit millions cent trente-six mille voix, est nette, avec plus de dix points d'écart. Il devance Henrique Capriles Radonski, et ce dans vingt-deux des vingt-quatre Etats que compte le pays. Pour comprendre ces résultats, et la situation actuelle, il est nécessaire de revenir sur l'histoire du Venezuela, et les choix opérés par Chavez.

La première moitié du XX^e siècle est dominée par cinq dictateurs, tous originaires de l'Etat de Tachira, dans les Andes. Celui qui marquera le plus longtemps l'histoire, de 1908 à sa mort, en 1935, est Juan Vicente Gomez. Il supprima le Parlement et monopolisa le pouvoir, bénéficiant de la découverte du pétrole en 1914, et de son exploitation dès 1920. Cependant le pétrole ne profite pas au citoyen, et la majorité de la population vit dans la pauvreté. Après 1945, un court intermède voit la mise en œuvre d'une nouvelle Constitution démocratique. Un coup d'Etat y mettra fin. Une nouvelle dictature, celle du colonel Marcos Perez Jimenez, prendra le contrôle du pays, écrasant toute opposition. Les inégalités très importantes vont conduire,

* G. Jean a travaillé en 2011-2012 à Caracas.

*La coexistence
d'un discours
« socialiste et
révolutionnaire »
d'un Président
qui vilipende
les riches,
avec le luxe,
l'exhibitionniste
des hommes
d'affaires,
des banquiers,
de certains élus,
n'est pas
le moindre
des paradoxes.
Le discours
nationaliste
anti-américain
est très présent.*

en 1958, à un coup d'Etat par une coalition de civils et de militaires, permettant la mise en place d'élections démocratiques.

De la démocratie bipartiste à Hugo Chavez

De 1958 à 1998, les Présidents sont élus pour cinq ans, directement par les citoyens, dans une alternance bipartiste, fondée sur un accord formel, appelé « Punto Fijo », entre les élites se partageant le pouvoir. Mais le Venezuela doit surtout sa stabilité à l'existence de la rente pétrolière. En effet, de 1952 à 1973, véritable âge d'or, le pays connaît une croissance de 6% par an, avec une très faible inflation de 1,7%, ce qui en fait une des économies les plus performantes au monde. Les revenus pétroliers permettent le développement d'une classe moyenne, qui soutient la démocratie en votant soit pour le parti social démocrate (Accion Democratica - AD), soit pour le parti démocrate chrétien (Copei). Le choc pétrolier de 1973, bien qu'augmentant la manne pétrolière de façon considérable, sera à l'origine de nombreux problèmes ultérieurs. Le président Carlos Andres Perez voudra accélérer le processus d'industrialisation, en endettant très fortement le pays. En février 1989, il lance un important programme d'ajustement structurel, sous l'égide du FMI, dit « El paquete », comprenant une dévaluation de 170% et

une hausse des tarifs publics. Des émeutes éclatent. Le 27 février, la répression fait plus de trois cents morts (voire trois mille, selon les sources). Cet épisode sanglant, toujours présent à l'esprit des Vénézuéliens, est appelé le « Caracazo ».

C'est dans ce contexte que le lieutenant-colonel Chavez va tenter un coup d'Etat, le 4 février 1992. Diplômé de sciences politiques, créateur d'un « Mouvement bolivarien révolutionnaire », il tente de renverser un pouvoir désavoué et corrompu. Son échec le conduira en prison, et fera de lui un héros dans les classes populaires et la gauche. La campagne électorale de 1998 se déroule sur fond de crise fiscale, de montée du chômage, d'inégalités extrêmes. Chavez dénonce le « *totalitarisme économique du néolibéralisme sauvage* », et se déclare le candidat des pauvres. Ralliant les couches moyennes, soutenu à gauche par le pôle patriotique, la victoire de Chavez, aux présidentielles, est éclatante. Pourtant, l'opposition ne désarmera pas: il subira en avril 2002 une tentative de putsch, subventionnée par les milieux d'affaires. L'assemblée nationale est dissoute, le patron des patrons Pedro Carmona prend la tête du pays. Grâce à la mobilisation de la population et au soutien des forces armées, Chavez reprend le pouvoir deux jours plus tard. L'opposition tentera alors une grève générale en décembre 2002, paralysant, notamment, l'industrie pétrolière pendant soixante-trois jours. Vainqueur du référendum de 2004 qui renforce son pouvoir, puis des élections de 2006, face au candidat Manuel Rosales, Chavez obtient 63% des voix. En 2007, les députés accordent à Chavez des pouvoirs spéciaux et,

rupture et continuité



©DR

depuis 2009, un référendum en sa faveur lui donne la possibilité de se présenter au-delà de deux mandats consécutifs. En 2010, les élections législatives donnent 60 % des sièges au Parti socialiste uni du Venezuela (Psuv), créé à l'initiative d'Hugo Chavez.

Entre nationalisme et référence au socialisme

En février 2012, l'opposition se structure et choisit, lors de primaires très médiatisées, auxquelles participent trois millions de votants, un candidat unique, Henrique Capriles Radonski. Sa campagne électorale s'inspire du modèle de Chavez: visite de «barrios» (quartiers pauvres) dans tous les Etats, meetings, voire manifestations de masse (20 mai et 30 septembre, à Caracas). Il

Le 7 octobre 2012, quinze millions d'électeurs se sont rendus aux urnes au Venezuela, avec un taux de participation record de 80 %. La victoire obtenue par Hugo Chavez, avec 55,25 % des suffrages exprimés, est nette.

peut s'appuyer sur des moyens de communication importants, comme le groupe de presse de sa famille, qui détient une partie des journaux populaires et de télévision privés. Soutenu par la classe supérieure et une partie des classes moyennes, il a su rendre crédible une alternative, et mobiliser sur les critiques à l'encontre du régime chaviste. H. C. Radonski a obtenu 44 % des suffrages exprimés, résultats certifiés par l'Organisation des Etats américains et de nombreux observateurs au Venezuela.

Depuis son arrivée au pouvoir, le président vénézuélien a remporté treize des quatorze scrutins dans le pays, mobilisant très fortement les couches populaires. Les prochaines élections, celles des gouverneurs, se dérouleront

en décembre, et ne sont pas pour autant gagnées pour le camp chaviste, car de nombreux problèmes existent.

Hugo Chavez a construit un mouvement fondé sur une doctrine nationaliste de gauche, baptisée bolivarianisme, en référence à Simon Bolivar, personnage quasi mythique, révolutionnaire du XIX^e siècle, auquel il ajoute une référence, le castrisme.

Dès son élection en 1998, il va développer le volet de politique extérieure, pour consolider sa position, en luttant contre les forces néolibérales en Amérique et en créant progressivement des alliances avec les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il joue un rôle désormais essentiel dans la politique d'indépendance de l'Amérique

latine. En dehors de cette dernière, il a soutenu, a priori, les opposants aux Etats-Unis, sans être regardant sur leurs politiques, Khadafi, Bachar el-Assad, Poutine, la Chine, avec échange du pétrole contre des produits.

Lors de son discours de décembre 2006, Hugo Chavez annonce que le pays va désormais s'orienter vers le socialisme afin d'approfondir la justice sociale et l'égalité. Dans la foulée, il va accélérer le processus de nationalisation, de confiscation et redistribution du secteur privé, des terres, développer les missions sociales. Celles-ci vont se multiplier, répondant à des situations d'urgence en matière d'alimentation, de santé, d'éducation, de lutte contre le chômage, d'aide aux jeunes mères pauvres, de logement. Toutes les missions dépendent directement des décisions d'Hugo Chavez, et sont financées par la manne pétrolière, via l'entreprise productrice de pétrole (PDVSA). Elles ont permis une amélioration de la vie des plus démunis, sans pour autant garantir des droits pérennes.

La révolution bolivarienne et ses limites

La Commission des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) estime que les inégalités ont baissé de façon plus rapide que dans le reste de la région. Les résultats de l'administration Chavez sont probants dans le domaine de la pauvreté, réduite de moitié, car les dépenses sociales par tête ont triplé. Le fait le plus marquant, lorsque l'on découvre le pays, c'est la quasi-inexistence de mendiants. Les enfants vont tous à l'école, ne travaillent pas.

De fait, les réussites dans les domaines sociaux sont réelles : santé gratuite via l'aide des Cubains, élimination de l'analphabétisme même si les écoles privées sont légion, établissement d'un réseau non lucratif de distribution de nourriture (sou-

Le choix de la lutte contre la pauvreté, via les missions sociales financées par les revenus du pétrole, a un revers : il occulte les réels problèmes internes auxquels doit faire face la « révolution bolivarienne », après quatorze années de pouvoir.

vent importée), le Mercal, intégration dans une Amérique latine souveraine et développement d'une démocratie participative, notamment dans les *barrios*. Mais la réalité du pays est fortement contrastée.

Chavez souhaite un autre mandat pour « approfondir la révolution bolivarienne », dans cinq domaines : la consolidation de la souveraineté nationale, la poursuite de la construction du « socialisme bolivarien du XXI^e siècle », la conversion du pays en puissance latino-américaine, la promotion d'un ordre multipolaire capable de garantir la paix, la préservation de la vie sur la planète et le sauvetage de l'espèce humaine. Pour atteindre ces objectifs, Chavez devra résoudre un certain nombre de contradictions internes et de problèmes urgents.

Le Venezuela est le cinquième producteur mondial de pétrole ; 45 % de son PIB dépend du pétrole. La moitié des recettes de l'entreprise PDVSA, entreprise nationalisée, sont consacrées aux dépenses sociales, puis à l'investissement industriel, mais assez peu pour l'entretien et l'amélioration de la productivité, d'où des accidents récurrents, véritables catastrophes écologiques, comme en février dernier, dans le delta de l'Orénoque.

Ce qui frappe, c'est le manque de cohérence des politiques suivies, l'utilisation de la rente pétrolière à court terme avec peu de vision à moyen et long terme, poursuivant en cela les modèles précédents, même si les bénéficiaires sont différents.

Une société entre pénurie et consommation

Les problèmes auxquels doit faire face la révolution bolivarienne sont faciles à repérer, car les Vénézuéliens, et notamment ceux des grandes villes, sont prompts à engager la conversation sur leurs difficultés face à la corruption, à la bureaucratie, aux problèmes d'approvisionnement en nour-

riture et en énergie, et surtout à l'insécurité. Le quotidien est marqué par la « cola » (la queue), érigée en mode de vie. La *cola*, pour se déplacer le matin ou le soir dans le métro, faute de lignes en nombres suffisants, la *cola* sur les routes, dans les banques, faute de système informatique performant et du fait d'une forte bureaucratie (ouvrir un compte demande tant de papiers, de certificats, que cela relève d'une prouesse), la *cola* lorsque l'annonce d'un produit, tel que le lait, vient à manquer (la semaine suivante ce sera le café, l'huile...). A l'instar des pays socialistes de l'Europe de l'Est, la *cola* est la partie visible d'un système économique et social qui conduit la population à passer une partie de son temps à attendre. Economie de pénurie, qui doit plus à une incompétence grave de gestion, à une bureaucratie, à une faible productivité qu'à un blocus des Etats-Unis et des pays capitalistes. Le mode de développement fondé quasi exclusivement sur la rente pétrolière et ce, depuis de très longues décennies, a conduit à sacrifier l'agriculture, et ce ne sont pas les nationalisations des terres qui règlent la question. En redistribuant les terres à des personnes qui n'ont ni les connaissances ni les moyens techniques de produire, le gouvernement a fait chuter une production déjà insuffisante. En raison du mode de consommation de plus en plus tourné vers les produits internationaux de grande consommation, les importations progressent sans cesse et pèsent sur le déficit et donc les capacités d'investissement du pays.

Certes la Chine, les pays d'Amérique latine prennent une place importante dans les échanges sur la base de pétrole contre produits industriels, agricoles, investissements, mais les Etats-Unis restent le principal partenaire commercial. Le modèle de consommation des classes moyennes et d'une partie des classes popu-



©DR

lares est essentiellement nord-américain (c'est le pays qui a le plus de BlackBerry par habitant au monde). Si le nationalisme est sans cesse présent (drapeau, hymne), la culture dominante est bien celle des « gringos », visible dans l'alimentation - le nombre de fastfoods est impressionnant -, mais également les transports, avec des voitures à forte consommation d'essence, celle-ci étant quasi gratuite - moins d'un euro le plein.

Pauvreté persistante et « bolibourgeoisie »

La coexistence d'un discours « socialiste et révolutionnaire », d'un Président qui vilipende les riches, avec le luxe, l'exhibitionnisme des hommes d'affaires, des banquiers, de certains élus, n'est pas le moindre des paradoxes. Le discours nationaliste anti-américain est très présent, y compris de la part des couches favorisées, qui vont faire leurs emplettes à Miami. La « bolibourgeoisie », ce sont ces classes très favorisées, traditionnellement issues du monde économique privé, auxquelles s'ajoute une nouvelle classe de dignitaires du régime, bureaucrates qui exhibent leurs richesses (yachts sur les plages,

résidences de grand luxe, plages et avions privés), côtoyant un peuple vivant des missions sociales ou d'une couche moyenne qui travaille dur. Quant à l'insécurité, elle est, selon le rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme (Cirh), la préoccupation première des Vénézuéliens. L'Observatoire de la violence vénézuélienne (OVV) note la montée des homicides, des kidnappings, des exécutions.

En 2010, Amnesty international dénonce le fait qu'environ deux cents personnes ont été tuées par la police, et cinq cents cas de tortures. Selon les chiffres officiels de la mission A todo Vida, ce sont cinquante meurtres pour cent mille habitants, soit, au total, dix-neuf mille homicides par an, et un nombre croissant d'agressions. Ces violences résultent des nombreuses armes en circulation, et du faible taux de poursuite et de pénalisation.

Violences également à l'encontre des travailleurs et syndicalistes, dont cent quatre-vingt-un furent assassinés entre 2007 et 2010, victimes d'assassinats dont la responsabilité incombe aux mafias. Les journalistes, les défenseurs des droits de l'Homme subissent éga-

Le quotidien est marqué par la « cola » (la queue), érigée en mode de vie. La cola, pour se déplacer dans le métro, la cola sur les routes, dans les banques, la cola lorsque l'annonce d'un produit, tel que le lait, vient à manquer...

lement des violences, impunies car il n'y a ni enquête ni sanction. La démocratie participative, prônée par Chavez, trouve ses limites face à une bureaucratisation croissante, mais aussi face au refus par l'oligarchie de toute contestation.

Par ailleurs certains droits ne sont pas reconnus, comme le droit à l'avortement. La surpopulation carcérale, avec un taux d'occupation de 356 %, et la criminalité qui lui est liée, déclenchent régulièrement des émeutes comme cette année, à Caracas.

Choisir la continuité, ou la rupture ?

Enfin, en décidant, en septembre 2012, de retirer le Venezuela de la Cirh et de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, Chavez fragilise les démocrates de son propre pays, leur rendant impossible l'accès à cette instance supranationale pour faire valoir leurs droits, lorsqu'ils ne peuvent le faire dans leur propre pays.

Le choix de la lutte contre la pauvreté, via les missions sociales financées par les revenus du pétrole, a un revers : il occulte les réels problèmes internes auxquels doit faire face la « révolution bolivarienne », après quatorze années de pouvoir. Le nouveau Président doit choisir, et vite : soit un modèle de développement construit dans la durée, alliant développement industriel et agriculture, services, permettant de réduire de façon durable les inégalités sociales, économiques, culturelles, et accordant un poids véritable aux forces syndicales, aux salariés et aux groupes sociaux ; ou bien rester dans la distribution de la manne pétrolière. Ce modèle de culture rentière, qui engendre des cercles vicieux de non-développement, conduit à importer toujours plus et à réduire l'indépendance économique, favorisant une bolibourgeoisie et une bureaucratie florissantes. ●